



conseil • expertise comptable • audit

Commissaires aux comptes

Anne Laure Destruel

Thierry Marty

Jérôme Cathala

Thierry Eychenne

Sylvie Maguelonne

Sébastien Roch

ADMR

FEDERATION ADMR DU TARN ET GARONNE

23 rue Alphonse DAUDET

82000 MONTAUBAN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

05 63 03 86 65
audit@sodecal.fr

449, Avenue du Danemark
Albasud - BP 364
82000 Montauban

MEMBRE INDÉPENDANT

A U D E C I A

Société de commissaires aux comptes
inscrite sur la liste nationale des
commissaires aux comptes, rattachée à la
Compagnie Régionale des Commissaires
aux comptes de Toulouse
SAS au capital de 7 638 €
RCS Montauban 314 684 481

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

A l'Assemblée Générale de la Fédération ADMR du Tarn et Garonne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Fédération ADMR 82** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté :

- **Evaluation des créances**

sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des créances à la clôture de l'exercice ;

- **Comptabilisation des flux d'exploitation**

et sur la régularité de la comptabilisation des flux d'exploitation, en termes de réalité et de rattachement à l'exercice 2024.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur des éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de son incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montauban, le 09 septembre 2025

SODECAL AUDIT



Thierry MARTY
Commissaire aux comptes

ADMR FEDERATION						
BILAN ACTIF						
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024						
Présenté en Euros						
ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:			-			
Concessions, brevets, droits similaires, autres immo incorporelles	239 108,16	69 317,05	169 791,11	5,75%	173 328,42	7,34%
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Constructions, bâtiments et autres	889 397,70	102 778,29	786 619,41	26,62%	811 851,57	34,39%
Autres immobilisations corporelles	147 371,56	110 625,85	36 745,71	1,24%	41 829,32	1,77%
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:			-			
TOTAL (I)	1 275 877,42	282 721,19	993 156,23	33,61%	1 027 009,31	43,50%
STOCKS ET EN COURS:						
Créances usagers et comptes rattachés	770 770,88	-	770 770,88	26,09%	458 037,99	19,40%
Autres créances						
Personnel	-	-	-	0,00%	-	0,00%
Organismes sociaux	528,69	-	528,69	0,02%	643,84	0,03%
Autres	350 378,01		350 378,01	11,86%	262 833,91	11,13%
Disponibilités	709 447,54	-	709 447,54	24,01%	501 114,02	21,22%
Charges constatées d'avance	130 406,30	-	130 406,30	4,41%	111 371,81	4,72%
TOTAL (II)	1 961 531,42	-	1 961 531,42	66,39%	1 334 001,57	56,50%
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-		-			
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	3 237 408,84	282 721,19	2 954 687,65	100,00%	2 361 010,88	100,00%
Fédération ADMR du Tam et Garonne						

ADMR FEDERATION						
BILAN PASSIF						
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024			Présenté en Euros			
PASSIF			Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:						
FONDS PROPRES						
Fonds associatifs sans droit de reprise			71 841,35	2,43%	71 841,35	3,04%
Report à nouveau			603 448,77	20,42%	633 774,49	26,84%
Résultat de l'exercice			145 015,48	4,91%	30 325,72	-1,28%
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS			-			
Fonds associatifs avec droit de reprise			7 622,45	0,26%	7 622,45	0,32%
Résultats sous contrôle de tiers financeurs						
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables			27 199,99	0,92%	29 622,66	1,25%
TOTAL(I)			855 128,04	28,94%	712 535,23	30,18%
Provisions pour risques et charges			40 153,30		45 904,90	1,94%
TOTAL(II)			40 153,30	1,36%	45 904,90	1,94%
FONDS DEDIÉS						
TOTAL(III)			-		-	
DETTES						
Emprunts et dettes assimilées			1 499 244,28	50,74%	1 150 081,93	48,71%
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours			48 642,38	1,65%	59 412,99	2,52%
Fournisseurs et comptes rattachés			197 445,71	6,68%	187 542,98	7,94%
Autres			234 733,17	7,94%	205 532,85	8,71%
Produits constatés d'avance			79 340,77		-	
TOTAL(IV)			2 059 406,31	69,70%	1 602 570,75	67,88%
TOTAL PASSIF			2 954 687,65	100,00%	2 361 010,88	100,00%
ENGAGEMENTS REÇUS						
Legs nets à réaliser :						
- acceptés par les organes statutairement compétents						
- autorisés par l'organisme de tutelle						
Dons en nature restant à vendre						
ENGAGEMENTS DONNÉS						
Fédération ADMR du Tam et Garonne						

ADMR FEDERATION								
COMPTE DE RESULTAT								
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024								
Présenté en Euros								
COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION								
Vente de marchandises	-		-		-		-	
Prestations de services	2 241 422,64		2 241 422,64	100,00	1 823 014,04	100,00	418 408,60	22,95
Montants nets produits d'expl.	2 241 422,64	-	2 241 422,64	100,00	1 823 014,04	100,00	418 408,60	22,95
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION								
Subventions d'exploitation			130 501,54	5,82	158 030,30	8,67	- 27 528,76	- 17,42
Cotisations			-	-	972,00	0,05	- 972,00	
Autres produits			21 543,13	0,96	11 958,09	0,66	9 585,04	80,16
Reprise sur provisions, dépréciations			-	-	100 000,00	5,49	- 100 000,00	
Transfert de charges			134 632,41	6,01	94 003,46	5,16	40 628,95	43,22
Sous-total des autres produits d'exploitation			286 677,08	12,79	364 963,85	20,02	- 78 286,77	- 21,45
Total des produits d'exploitation (I)			2 528 099,72	112,79	2 187 977,89	120,02	340 121,83	15,55
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)								
PRODUITS FINANCIERS								
Autres intérêts et produits assimilés			4 465,81	0,20	3 120,54	0,17	1 345,27	43,11
Total des produits financiers (III)			4 465,81	0,20	3 120,54	0,17	1 345,27	43,11
PRODUITS EXCEPTIONNELS								
Sur opérations de gestion			-		5,00	0,00	- 5,00	
Sur opérations en capital			5 930,63	0,26	25 830,85	1,42	- 19 900,22	- 77,04
Reprise sur provisions et transfert de charges			45 904,90	2,05	34 200,78	1,88	11 704,12	34,22
Total des produits exceptionnels (IV)			51 835,53	2,31	60 036,63	3,29	- 8 201,10	- 13,66
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			2 584 401,06	115,30	2 251 135,06	123,48	333 266,00	14,80
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT					30 325,72			
TOTAL GENERAL			2 584 401,06	115,30	2 281 460,78	125,15	302 940,28	13,28
CHARGES D'EXPLOITATION								
Achats de marchandises			-		-	-	-	
Achats de matières premières et autres approvisionnements							-	
Autres achats non stockés			149 926,48	6,69	145 936,92	8,01	3 989,56	2,73
Services extérieurs			471 054,66	21,02	379 933,59	20,84	91 121,07	23,98
Autres services extérieurs			336 677,64	15,02	284 063,03	15,58	52 614,61	18,52
Impôts, taxes et versements assimilés			99 218,52	4,43	91 704,66	5,03	7 513,86	8,19
Salaires et traitements			896 107,74	39,98	900 013,47	49,37	- 3 905,73	- 0,43
Charges sociales			350 401,98	15,63	338 060,75	18,54	12 341,23	3,65
Autres charges de personnel			34 526,63	1,54	37 125,75	2,04	- 2 599,12	- 7,00
<u>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</u>								
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements			38 911,28	1,74	38 785,04	2,13	126,24	0,33
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations			-	-	-	-	-	
Autres charges			5 889,25	0,26	5 324,04	0,29	565,21	10,62
Total des charges d'exploitation (I)			2 382 714,18	106,30	2 220 947,25	121,83	161 766,93	7,28
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)								
CHARGES FINANCIERES			13 386,92	0,01	14 123,87	0,01	- 736,95	- 0,18
Intérêts et charges assimilées			13 386,92	0,01	14 123,87	0,01	- 736,95	- 5,22
Total des charges financières (III)			13 386,92	0,01	14 123,87	0,01	- 736,95	- 0,18

Fédération ADMR du Tarn et Garonne

ADMR FEDERATION								
COMPTÉ DE RESULTAT								
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024								
Présenté en Euros								
COMPTÉ DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
			Total	%	Total	%	Variation	%
CHARGES EXCEPTIONNELLES								
Sur opérations de gestion								
Sur opérations en capital			2 631,18	0,12	287,76	0,02	2 343,42	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			40 153,30	1,79	45 904,90	2,52	- 5 751,60	- 12,53
Total des charges exceptionnelles (IV)			42 784,48	1,91	46 192,66	2,53	- 3 408,18	- 7,38
Impôts sur les sociétés (VI)			500,00	0,00	197,00	0,01	303,00	153,81
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)			2 439 385,58	108,83	2 281 460,78	125,15	157 924,80	6,92
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT			145 015,48		-	-	175 341,20	
TOTAL GENERAL			2 584 401,06	115,30	2 281 460,78	125,15	302 940,28	13,28
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE								
PRODUITS :								
Bénévolat								
Prestations en nature								
Dons en nature								
TOTAL								
CHARGES :								
Secours en nature								
Mise à disposition gratuite de biens et services								
Prestations								
Personnel bénévole								
TOTAL								
Fédération ADMR du Tarn et Garonne								

FÉDÉRATION ADMR DE TARN-ET-GARONNE

Au 31 Décembre 2024

3. ANNEXES

Annexe association

PRÉAMBULE

La fédération ADMR est une association loi 1901. Sa vocation est de fédérer les associations du département, adhérentes à l'Union Nationale ADMR et d'apporter un soutien technique, administratif et comptable à ces associations.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **2 954 687,58 €**. Le résultat net comptable est un excédent de **145 015,48 €**.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 30/04/2025 par les dirigeants.

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

MÉTHODE GÉNÉRALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Annexe association (suite)

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Évaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Annexe association (suite)

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite ; le montant des engagements est évalué et indiqué dans l'annexe.

CHANGEMENT DE MÉTHODE D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Annexe association (suite)

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	240 848		1740	239 108
Immobilisations corporelles	1 031 711	5 058		1 036 769
Immobilisations financières				-
TOTAL	1 272 559	5 058	1 740	1 275 877

Amortissements et provisions d'actif

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	67 521	3 537	1 740	69 318
Immobilisations corporelles	178 029	35 374		213 403
Titres mis en équivalence				-
Autres immo financières				-
TOTAL	245 550	38 911	1 740	282 721

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amort	Provision	Valeur nette	Durée amort
Concess. Dts similaires	2 108	2 108		-	3 ans
Autres immos incorp	237 000	67 209		169 791	67 ans
Terrain	54 786	-		54 786	non amortissable
Bâtiments sol propre	735 903	63 890		672 013	30 ans
C Agencements sol autrui	31 675	31 088		587	de 6 à 15 ans
Matériel	2 044	266		1 778	10 ans
Inst Gén, agencts, aménagts	64 990	7 534		57 456	de 10 à 30 ans
Matériel de transport	13 700	9 803		3 897	5 ans
Mat bureau & informatique	90 509	85 392		5 117	de 1 à 15 ans
Mobilier	43 163	15 430		27 733	de 3 à 15 ans
TOTAL	1 275 878	282 720	-	993 158	

Annexe association (suite)

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Échéances jusqu'à 1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant			
Créances usagers	770 771	770 771	
Autres créances	350 907	350 907	
Charges constatées d'avance	130 406	124 136	6 270
TOTAL	1 252 084	1 245 814	6 270

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	-
Subventions et financements	-
Autres produits à recevoir	48 211
TOTAL	48 211

Annexe association (suite)

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	71 841				71 841
Fonds propres avec droit de reprise	7 622				7 622
Ecart de réévaluation					-
Réserves					-
Report à nouveau	633 774	- 30 326			603 449
Excédent ou déficit de l'exercice	- 30 326		145 015	- 30 326	145 015
Situation nette	682 913	- 30 326	145 015	- 30 326	827 928
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	29 623			2 423	27 200
Provisions réglementées					
TOTAL	29 623		-	2 423	27 200
TOTAL GENERAL	712 535	- 30 326	145 015	- 27 903	855 128

Emprunts auprès des Etablissements de crédit

Banque	Date	Durée en mois	Montant initial	Solde capital 01/01	Remboursement année		Solde capital 31/12	Garantie
					Intérêts	Capital		
CA	15/11/05	240	147 000	16 424,32	578,06	8 785,30	7 639,02	
CE	18/05/22	300	600 000	572 785,92	12 808,09	18 663,90	554 122,02	Hypothèque
		Total	747 000	589 210	13 386	27 449	561 761	

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	de 0 à 1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit CA	7 639	7 639		
Etablissements de crédit CE	554 122	19 092	80 849	454 181
Dettes financières diverses	937 483	937 483		
Fournisseurs	197 446	197 446		
Dettes fiscales et sociales	234 733	234 733		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	48 642	48 642		
Produits constatés d'avance	79 341	79 341		
TOTAL	2 059 406	1 524 376	80 849	454 181

Annexe association (suite)

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant	
Emprunts et dettes établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Fournisseurs	7 203	
Dettes fiscales et sociales	176 546	
Autres dettes		
TOTAL	183 749	

Etat des provisions pour risques et charges

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour risques : inaptitude	45 905	40 153	45 905	40 153
TOTAL	45 905	40 153	45 905	40 153

Effectif

En 2024, l'effectif moyen employé pendant l'exercice est de 26,05 ETP.

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Concours publics et subventions

	Report à nouveau	Reçu en 2024	Reçu d'avance	A recevoir	Utilisation en 2024	
Subv communales		7 126			7 126	
Subv CD CPOM		2 750			2 750	
Subv Union Nationale ADMR	- 5 700	20 302	17 787	5 700	2 514	
Subv Téléassistance		6 434			6 434	
Subv CD avenant 43		77 387		27 391	104 778	
Subv Ministère du travail		6 000			6 000	
Subv FDIL CRCA		900			900	
TOTAL	- 5 700	120 898	17 787	33 091	130 502	

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève au 31 décembre 2023 est de 350 236 €, estimé au 31/12/2024 à 383 183 €.

Le montant est de 422 539 € au 30 avril 2025.

Annexe association (suite)

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 48 211 €

Produits à recevoir sur autres créances		Montant
40980000	Avoirs à recevoir	6 214
46870000	Divers produits à recevoir	41 997
	TOTAL	48 211

Charges constatées d'avance = 130 406 €

Charges constatées d'avance		Montant
48600000	Charges constatées d'avance	130 406
	TOTAL	130 406

Charges à payer = 183 749 €

Dettes fournisseurs et comptes rattachés		Montant
40810000	Fact non parvenues	7 203
	Total	7 203
Dettes fiscales et sociales		Montant
42820000	Congés à payer	96 585
42820001	RTT à payer	3 188
42820003	CET à payer	3 996
43820000	Charges sociales Congés à payer	53 983
43820001	Charges sociales RTT à payer	1 501
43820002	Charges sociales CET à payer	2 390
44700001	Uniformalion	7 407
44860000	Etat impôt à payer	7 496
	TOTAL	176 546

Produits constatés d'avance = 79 341 €

Produits constatés d'avance		Montant		
48700000	Produits constatés d'avance	79 341		
	TOTAL	79 341		